



Mohamed Chafiki, Directeur des Etudes et des Prévisions Financières au Ministère de l'Economie et des Finances.

« Je pense que nous devrions revenir à une approche plus structurelle, moins émotionnelle »

Conjoncture reçoit ce mois-ci Mohamed Chafiki, Directeur des Etudes et des Prévisions Financières au Ministère de l'Economie et des Finances

Conjoncture : La période que nous vivons en ce moment se prête-t-elle aux prévisions économiques ?

Mohamed Chafiki : La crise a imposé des visions économiques inscrites dans le court terme au moment où nous avons à faire à une transformation structurelle de l'ensemble de l'économie mondiale. C'est la culture de l'instant. Les prévisionnistes ont tendance actuellement à réinterpréter le monde un peu trop facilement à chaque nouveau phénomène économique. Je pense plutôt que nous devrions revenir à une approche qui réinterroge les évolutions de conjonctures, une approche plus structurelle moins « émotionnelle ».

Nous sommes à l'heure d'internet, des chaînes d'informations... Tout le monde peut commenter le football mais aussi l'économie... Où sont maintenant les penseurs, les théoriciens, les grands économistes ?

C'est la crise qui a déclenché tout cela. Nous avons tous, les yeux rivés sur des données macro-économiques, sur de l'actualité qui concerne les déficits de tel ou tel pays, les taux de change... Je ne dis pas que ce n'est pas important mais une bonne compréhension de l'évolution des économies actuelles suppose que l'on ait une bonne compréhension des mutations qui sont

en cours. Je trouve, par exemple, que les travaux de l'économiste français Thomas Piketti sur l'explication de la crise sont intéressants parce que, justement, il a observé plusieurs décennies. Son idée, qui consiste à dire que les modèles de croissance ne sont plus soutenables dans les grands pays à cause de l'augmentation des inégalités, est une vraie réflexion. Il explique ainsi le « divorce » entre la sphère financière et la sphère de l'économie réelle.

Et si l'on rapporte cela au Maroc ?

Le Maroc a connu, ces deux dernières décennies, des transformations importantes avec des sujets qui continuent à perturber la réflexion des observateurs. On peut citer à titre d'exemple, la céréaliculture. En 2014, la récolte a diminué de 2 millions de quintaux et à partir de cette baisse, on continue à refaire toute l'analyse de l'économie marocaine alors que la structure de la valeur ajoutée agricole a totalement changé. La vérité, c'est que la part de la céréaliculture a beaucoup baissé, et que l'essentiel de la valeur ajoutée vient maintenant de l'arboriculture, de l'élevage ou des cultures maraichères. Ce changement est d'ailleurs en phase d'être accéléré par le Plan Maroc Vert. En effet, 60 % de la valeur ajoutée agricole dépend maintenant des périmètres irrigués, donc des réserves en eaux de l'année précédente. Et puis, que dire aussi de la croissance à deux chiffres de l'olivier et d'autres spéculations

agricoles ? Quand on parle de baisse de la valeur ajoutée agricole dans les médias, personne ne s'émeut de l'augmentation de 50 % de l'exportation de l'oléiculture ou des agrumes !

Donc, si je vous comprends bien, pour interpréter correctement la conjoncture actuelle, il faut avoir une vision globale et précise des transformations structurelles, et enlever ses œillères ?

Oui et je dis que le Maroc progressera encore plus, à partir de la continuité de nos réformes et des changements structurels que nous entreprenons en ce moment. Nous sommes dans une configuration, où l'essentiel du PIB est avant tout tiré par les services avec des taux de croissance aux alentours de 5 %. D'ailleurs, regardez l'internationalisation des services bancaires par exemple. On peut appeler ça l'effet de maturité sur ce secteur des services. Même en période de crise internationale, et cela concerne aussi la téléphonie, nous constatons de très bons résultats sur ces secteurs à l'export en Afrique. C'est le résultat de cette maturité. C'est l'effet induit par cette transformation structurelle et c'est ce qui nous permet d'entrevoir de façon plus sérieuse les perspectives d'avenir de l'économie marocaine.

On parle de l'Afrique mais on ne peut pas occulter que notre partenaire économique le plus important, c'est l'Europe et particulièrement la France, et la crise est toujours omniprésente.

Oui mais là encore, il faut ouvrir les yeux et regarder les résultats d'un peu plus près. Si vous prenez le tourisme, on observe une forte résilience. Il faut toujours se méfier des automatismes. Si on parle de la France, pays en crise, la part des importations dans le PIB français a augmenté et le Maroc en a bénéficié. Vous savez j'ai présidé le Comité de Stratégie Economique de la Francophonie, et nous nous sommes rendu compte que sur l'espace francophone, de nombreuses opportunités n'avaient pas été explorées. On reparle de collaboration triangulaire, et des pays, comme la France, commencent à comprendre que le Maroc peut s'avérer un allié incontournable en Afrique. Ce sera un des grands sujets du prochain sommet de Dakar en novembre.

Les visions ou stratégies marocaines ont évolué depuis les années 80. En effet, elles étaient, dans le passé, plus techniques et théoriques. Elles sont maintenant plus proches de l'économie réelle ?

Il y a eu des ruptures importantes qui ont ouvert des opportunités qui ont permis de rendre les visions plus opérationnelles. Aujourd'hui, le taux de croissance des exportations est supérieur à celui des importations, et ce malgré le poids des importations. Prenons l'exemple de l'automobile, un des nouveaux métiers du Maroc. Cette vision là est le produit de changements importants

dans la configuration de l'économie marocaine. Cela se passe au Nord du Maroc et malgré nos choix historiques commerciaux avec l'Europe, cette région là n'était pas habilitée à soutenir et développer ces rapports avec l'Europe. Casablanca avait toujours été préférée. Le changement de politique au Maroc a privilégié l'ouverture sur le Nord et des décisions politiques majeures ont été prises pour construire le Port de Tanger Med. C'est une décision historique. Si on se plonge dans l'histoire du Royaume, à partir du 14^{ème} siècle, le Maroc a toujours raté son entrée dans la naissance de l'économie européenne puis de l'industrialisation parce qu'il a perdu ses accès sur la Méditerranée qu'étaient Ceuta et Melilla. Le retour d'une vision méditerranéenne a été fondamental, nous avons créé un écosystème qui est devenu attractif et cela a changé la nature de nos partenariats classiques. Si on calcule un taux de croissance moyen, hors crise, sur une décennie, on verra que le Maroc est à 6 %, que Casablanca aux alentours de 5 % et que Tanger et Tétouan sont à presque 8 %. C'est une notion nouvelle très intéressante et dont les observateurs ne parlent pas beaucoup.



« On reparle de collaboration triangulaire, et des pays, comme la France, commencent à comprendre que le Maroc peut s'avérer un allié incontournable en Afrique. »

Le nouveau palier de croissance que nous avons eu est dû à une contribution régionale plus significative dans le Nord. Il y a donc une nouvelle « spacialisation » de la croissance dans notre pays, et les nouveaux bassins d'emploi se retrouveront dans ces nouvelles dynamiques. Derrière ces performances, il y a une réflexion : c'est parce qu'on s'est ouvert sur nous-mêmes et donc sur nos régions qu'on cultive de nouvelles bases d'ouvertures sur nos partenaires. Et c'est « gagnant-gagnant » pour tout le monde. Nous serions restés sur la même configuration qu'auparavant, le Nord aurait conservé ses activités historiques de contrebande de drogue... en créant davantage de problèmes avec nos partenaires. La suite, c'est le potentiel très important de construction autour de ce leader qu'est Renault, d'un écosystème de PME marocaines et étrangères. L'idée est donc de développer ce qu'on appelle le taux d'intégration pour accroître la productivité dans le secteur, ce qui aura des impacts sur la balance commerciale marocaine.

► Propos recueillis par Franck Mathiau